



PRÉFET DU NORD
PREFETE DU PAS DE CALAIS

Cabinet du préfet
Bureau des Affaires politiques
et de la Sécurité intérieure

Tél : 03 20.30.51.85
Fax : 03 20.30.56.25

Mail : pref-bapsi-secretariat@nord.pref.gouv.fr

Lille, le 12 JAN. 2017

Le Préfet de la région Hauts-de-France,
Préfet du Nord
La Préfète du Pas-de-Calais

à

Mesdames et Messieurs les porteurs de projets

Objet : Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et les Conduites Addictives (MILDECA)
Appel à projets régional 2017

Référence : circulaire du 2 décembre 2016

Après une période nécessaire d'adaptation, l'année 2017 doit être l'année de stabilisation du nouveau dispositif régional, alliant l'homogénéité des processus employés au respect des particularités de chacun des territoires.

En matière de lutte contre la drogue et les conduites addictives, l'action de la région Hauts-de-France conservera les orientations principales :

- la prévention des conduites addictives, y compris l'entrée dans le trafic,
- le renforcement de la sécurité, de la tranquillité publique et de l'application de la loi,
- l'accompagnement des populations les plus vulnérables,
- le renforcement des actions de formation des adultes encadrants et des professionnels aux contacts du public.

La MILDECA ne dispose pas de géographie prioritaire, et afin de tenir compte des spécificités particulières des territoires composant la région Hauts-de-France, il conviendra d'adapter les actions entre les quartiers prioritaires de la politique de la ville, les zones de sécurité prioritaire et les territoires ruraux.

1- Priorités régionales de l'appel à projets 2017

En application de la circulaire de la MILDECA du 2 décembre 2016, les actions menées devront être orientées prioritairement vers :

- les jeunes, qu'ils soient scolarisés ou en cours de professionnalisation, sous main de justice ou participant à des événements festifs,
- les populations en errance,
- les femmes usagères de drogues.

Afin de mieux coordonner les actions en milieu scolaire, et de financer un programme de prévention global à l'échelle d'un bassin d'éducation, il y aura lieu de rechercher la participation aux comités d'éducation à la santé et la citoyenneté (CESC) départementaux, mis en œuvre au niveau des directions des services départementaux de l'Education nationale. S'agissant d'une nouveauté pour 2017, chaque dossier déposé par un établissement scolaire devra avoir été validé par le CESC de son établissement et vu par le CESC départemental.

Le partenariat avec l'ensemble des acteurs institutionnels et associatifs devra être renforcé afin d'être en mesure de coordonner, autour d'objectifs communs, les politiques sectorielles des services déconcentrés, des partenaires institutionnels et associatifs. A ce titre, il y a lieu de rechercher une participation dans toutes les instances territoriales où la stratégie de lutte contre les addictions est susceptible d'être débattue.

Il conviendra également d'attirer l'attention de tous les organismes éligibles à l'agrément au titre du Service Civique sur la faculté accordée pour obtenir une subvention afin de renforcer la lutte contre les addictions et la réduction des risques en milieu universitaire ainsi qu'en milieu festif en organisant des maraudes en ville dans l'objectif d'encourager les projets s'inscrivant dans les dispositifs d'«aller vers».

La coordination départementale doit être intensifiée afin de permettre de rationaliser les financements en recherchant les économies d'échelles pour des actions particulières ayant un retentissement régional. Ces financements devront faire l'objet d'une convention d'attribution entre le porteur de projet et le chef de projet régional. Une attention toute particulière sera aussi portée sur la possibilité de créer des conventions pluriannuelles d'objectifs (deux ans) pour des projets innovant ou expérimentaux engageant au moins un autre partenaire financier extérieur.

Appel à projets du département du Pas-de-Calais pour l'année 2017

La MILDECA englobe l'intégralité des conduites addictives et des dépendances. Le diagnostic territorial (Annexe 1) réalisé sur la base des données chiffrées de l'Agence Régionale de Santé met en évidence une mortalité prématurée liée à la consommation d'alcool supérieure à la moyenne nationale, pour l'ensemble de la population et en particulier pour les femmes. Le tabagisme et les comportements à risque constituent également des priorités au regard des Indices Comparatifs de Mortalité fortement supérieurs à la moyenne nationale.

Les actions viseront donc ces problématiques et cibleront les populations les plus exposées pour des raisons sanitaires ou sociales, les populations en errance, les femmes et la jeunesse. Ces actions seront encouragées.

La prévention contre l'entrée précoce en consommation de cannabis et contre les phénomènes d'alcoolisation massive (lutte contre le binge drinking) continueront d'être des priorités en 2017. Les actions innovantes sont à rechercher pour lutter contre ces phénomènes sur l'ensemble du territoire et notamment sur les secteurs mis particulièrement en évidence par le diagnostic tels que le secteur Lensois, l'Arrageois, le Béthunois ou le Boulonnais.

2- Dépôt, instruction et calendrier de l'appel à projets

De manière identique à la procédure 2016, le dépôt des dossiers se fera via le site Internet <http://mildecahautsdefrance.org/> à compter du lundi 16 janvier 2017 et jusqu'au **vendredi 17 mars 2017 à 19h00**. Les organismes ayant déjà déposé un dossier trouveront une procédure simplifiée, leurs coordonnées et données administratives étant déjà enregistrées dans l'application.

Les demandes de subvention devront être **enregistrées et validées** sur ce site Internet avant le **17 mars 2017 à 19 heures 00**, délai de rigueur au-delà duquel aucun dossier ne pourra être déposé. Vous êtes donc invités à déposer votre dossier au plus vite, sans attendre ce délai ultime et en anticipant toute difficulté de transmission et question de dernière minute préjudiciable à un bon enregistrement.

Pour toutes les actions 2017, j'attire votre attention sur l'obligation de fournir un **compte rendu financier** et un **bilan qualitatif** (fiches 6-1,6-2 et 6-3 du dossier Cerfa n°12156*03) à la fin de l'action, ainsi que **deux fiches d'évaluation** (annexe II et III) à remplir et envoyer aux services des préfectures concernés : une fiche avant le 31 décembre 2017 (pour les actions se déroulant sur l'année civile) et l'autre avant le 30 juin 2018 (pour les actions se déroulant sur l'année scolaire 2017/2018).

Pour toute question relative à un projet dans le département du Pas-de-Calais, vous pouvez contacter les personnes suivantes :

- Isabelle Thothe au 03 21 21 22 21 – isabelle.thothe@pas-de-calais.gouv.fr
- Florence Trocmé au 03 21 21 20 63 – florence.trocme@pas-de-calais.gouv.fr

Les dossiers de demande de subvention seront examinés en premier lieu par les comités d'instruction départementaux qui veilleront au respect des règles d'éligibilité aux subventions MILDECA, et aux orientations régionales et nationales 2017. Pour les actions bénéficiant d'un soutien financier depuis trois ans, le comité d'engagement procédera à une évaluation en profondeur de l'efficacité du projet et des résultats atteints au cours des trois précédents exercices.

Par conséquent, il vous est demandé de fournir à l'appui de votre demande de subvention reconduite le compte rendu financier de l'action 2016 ainsi que la fiche de contrôle de l'action 2016 pour son évaluation qualitative.

Un comité d'engagement, présidé par le directeur de cabinet du préfet du Nord, chef de projet régional, se réunira courant mai 2017 pour arrêter la liste des projets retenus et financés. Vous recevrez alors rapidement une première notification par mail vous indiquant l'acceptation, le refus ou l'acceptation sous condition de modification de votre dossier.

J'appelle votre attention sur le fait **qu'en cas d'acceptation sous condition** (montant inférieur à celui demandé), afin de pouvoir bénéficier de la subvention annoncée, vous devrez impérativement, sous huit jours, actualiser sur votre compte :

- le tableau financier de la fiche projet
- la fiche 3-2 du CERFA.

Je vous remercie par avance de votre investissement et compte sur votre dynamisme et votre esprit d'innovation pour contribuer efficacement à la lutte contre les dépendances en région Hauts-de-France

Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
de la Préfète du Pas-de-Calais,
Chef de projet MILDECA départemental



Etienne DESPLANQUES

Le Directeur de Cabinet
du Préfet du Nord,
Préfet de la région Hauts-de-France,
Chef de projet MILDECA régional



Philippe MALIZARD

FICHE DE CONTROLE - ACTIONS MILDECA 2017 - Décembre 2017

PROJET N°

ORGANISME PORTEUR DE PROJET

Nom du contact			TéI			adresse mel		

ACTION

Action reconduite oui
non

précisez le montant des subventions obtenues :

Libellé de l'action

Description brève de l'action	
Lieu(s) de l'action : localisation (préciser si quartiers CCIS/ZSP)	

BUDGET DE L'ACTION	BUDGET PREVISIONNEL		BUDGET CONSOMME au 31/12/2017

BÉNÉFICIAIRES	PREVU	Au 31/12/2017
Nombre de bénéficiaires		
Public visé		
Tranche(s) d'âge		

	INTERNES	EXTERNES
Nombre d'heures d'intervention		

	PREVU	RÉALISÉ
Nombre et type d'actions		
Moyens matériels		

Partenaires de l'action :	
Partenaires financiers :	

Date de début de l'action :		Durée de l'action :	
-----------------------------	--	---------------------	--

Si l'action n'est pas commencée, précisez les raisons et la date prévue de commencement :

Nombre de réunions de suivi :

Indicateurs retenus	Résultats - % réalisé	point au 31/12/2017

Date, nom, cachet, signature :

FICHE DE CONTROLE - ACTIONS MILDECA 2017 - Juin 2018

PROJET N°

ORGANISME PORTEUR DE PROJET

Nom du contact	Téi	adresse mel
----------------	-----	-------------

ACTION

Action reconduite oui
 non

précisez le montant des subventions obtenues :

Libellé de l'action

Description brève de l'action	
Lieu(s) de l'action : localisation (préciser si quartiers CUCS/ZSP)	

BUDGET DE L'ACTION	BUDGET PREVISIONNEL		BUDGET CONSOMME au 30/06/2018

BÉNÉFICIAIRES	PREVU	Au 30/06/2018
Nombre de bénéficiaires		
Public visé		
Tranche(s) d'âge		

	INTERNS	EXTERNIS
Nombre d'heures d'intervention		

	PREVU	RÉALISÉAU
Nombre et type d'actions		
Moyens matériels		

Partenaires de l'action :	
Partenaires financiers :	

Date de début de l'action :		Durée de l'action :	
-----------------------------	--	---------------------	--

Si l'action n'est pas commencée, précisez les raisons et la date prévue de commencement :

Nombre de réunions de suivi :

Indicateurs retenus	Résultats - % réalisés	point au 30/06/2018

Date, nom, cachet, signature :

ANNEXE IV

**LISTE DES PIÈCES CONSTITUTIVES
D'UN DOSSIER :**

Les statuts (actualisés) de l'association (Institutions : sans objet).

La liste des personnes légalement responsables.

Un R.I.B (dont l'adresse correspond à celle du SIRET).

Un pouvoir du représentant légal pour le signataire du projet (à défaut).

Les comptes approuvés du dernier exercice clos.

Le dernier rapport du commissaire aux comptes pour les associations concernées.

Le rapport d'activité approuvé le plus récent.

Pour les actions reconduites :

Le compte rendu financier de l'action 2016

La fiche de contrôle évaluative de votre action en 2016